



ÉDUCATION

Recrutements,
report des
évaluations...
Le gouvernement
calme la grogne
des profs

PAGE 9

SOCIÉTÉ

Recrutements, report des évaluations... Le gouvernement calme la grogne des profs

Jean Castex et Jean-Michel Blanquer ont multiplié jeudi soir les promesses aux enseignants. Ceux-ci « prennent acte ».

CAROLINE BEYER @BeyerCaroline

ÉDUCATION Un ministre de l'Éducation désavoué ou protégé par l'exécutif? Jeudi soir, le premier ministre, Jean Castex, a pris en main le dossier « école », en présidant la rencontre avec les syndicats enseignants à l'issue d'une importante journée de grève des professeurs. Les organisations syndicales se plaisent à y voir une remise en cause de la « méthode Blanquer », voire une « humiliation », en bonne et due forme, du ministre de l'Éducation nationale.

Mais au lendemain de cette journée chargée au cours de laquelle des voix, à gauche, ont réclamé la démission de Jean-Michel Blanquer, la première dame a apporté son plein soutien à l'intéressé. « Les protocoles ne sont pas induits par le ministère de l'Éducation nationale (...) Ce n'est pas le fait d'un ministre mais le fait de scientifiques éclairés », a estimé Brigitte Macron sur RTL. Contrairement à certaines rumeurs, le ministre Blanquer n'est pas « lâché » en haut lieu. Rien d'étonnant, à l'heure de la vague Omicron et à trois mois de la présidentielle.

Invité sur Franceinfo pour détailler les mesures annoncées, en réponse à la mobilisation ensei-

gnante, le ministre de l'Éducation a fait son mea culpa. « Je ne suis pas parfait, je fais des erreurs (...) et je n'ai aucun problème à dire que je suis désolé de certaines choses, a-t-il concédé. Je savais bien qu'il y aurait une mobilisation assez importante, j'en prends acte (et je la comprends pour l'essentiel. Nous sommes tous lassés de ce virus, il est normal qu'à un moment donné, une lassitude s'exprime. » Pour répondre à la colère du monde enseignant, quelque 8000 personnes seront appelées en renfort dans les établissements scolaires, au moins jusqu'à la fin de l'année. Dans le détail, il promet de recruter 3 300 professeurs contractuels, 1500 surveillants dans le second degré, ainsi que 1500 vacataires administratifs en appui des inspecteurs dans le premier degré et 1700 médiateurs de lutte anti-Covid dans les écoles. Le ministre a également indiqué que « plusieurs centaines d'enseignants » seraient embauchées de façon pérenne, via le recours aux « listes complémentaires » (ces candidats non reçus au concours de professeurs mais bien classés).

Ces recrutements débiteront « dès la semaine prochaine ». À l'heure où 7% des professeurs

sont absents, selon les derniers chiffres du ministère, que les académies peinent à assurer les remplacements - les retraités de l'Éducation nationale ont même été sollicités ! - et que le métier connaît une crise des vocations, les syndicats restent circonspects sur l'effectivité de ces recrutements. Pour soulager les enseignants sur le terrain, le ministre de l'Éducation a aussi annoncé que les évaluations de mi-CP, programmées la semaine prochaine, sont reportées. Quant aux épreuves de spécialités du bac, prévues pour la mi-mars, elles pourraient éventuellement être repoussées.

À la sortie de la réunion de 3 h 30, menée jeudi soir par le premier ministre, accompagné des ministres de l'Éducation et de la Santé, les organisations ont salué une « écoute importante ». L'intersyndicale s'est réunie le 14 janvier, en fin d'après-midi, pour faire le point et décider d'éventuelles suites à donner au mouvement de jeudi. Même si rien ne dit que de telles manifestations se reproduiront, l'unité syndicale ayant ses limites... « Des engagements ont été pris, mais on jugera sur pièce », résume prudemment Sophie Venetay au Snes, principal syndicat du





premier degré. L'Unsa, syndicat réformiste, «*acte positivement le changement de méthode dans le dialogue social*». «*Notre impression globale, c'est qu'on a répété nos revendications habituelles, mais que pour la première fois on a été un peu entendus et de premières réponses ont été apportées*», a estimé Frédéric Marchand, son secrétaire général. Autre ton, au Snalc, qui estime que «*Non, "les syndicats" ne sont pas satisfaits.*» «*Les personnels n'ont pas fait grève uniquement pour quelques masques FFP2*», résume son président, Jean-Rémi Girard. Le gouvernement a promis des masques chirurgicaux d'ici à la fin du mois et 5 millions de masques FFP2 pour les professeurs de maternelle. Mais pour le Snalc, «*aucune réponse n'a été apportée à la demande majeure de revalorisation financière pour l'ensemble des personnels*».

Autre annonce : les syndicats seront désormais conviés à des réunions bimensuelles où le ministre de l'Éducation et celui de la Santé seront présents ou représentés. Dans un esprit de «*concertation*». Depuis plusieurs mois déjà, les organisations syndicales dénoncent les méthodes de communication du ministre Blanquer, qui s'exprime selon eux devant les médias avant même de s'adresser aux enseignants. L'exaspération avait atteint son comble à la veille de la rentrée des vacances de Noël, lorsque le changement de protocole avait été annoncé via une interview payante au *Parisien*. À Matignon, on admet qu'il y a «*des axes d'amélioration à aller chercher*» sur ce terrain. L'exécutif veut croire que sa réponse rapide à la grève permettra d'éteindre la grogne.

À l'issue de la réunion de jeudi, les syndicats se sont globalement réjouis d'une «*reprise en main du dossier par Matignon*». Et décrivent un Jean-Michel Blanquer «*moins paradant*», «*moins désagréable*». Reste qu'aucun engagement n'a été pris sur cette «*méthode de communication*

Blanquer». Quant au protocole sanitaire, devenu le symbole de l'exaspération de la profession, il reste, lui, inchangé. ■

Les syndicats se sont globalement réjouis d'une « reprise en main du dossier par Matignon »





Le premier ministre, Jean Castex, et le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, lors de la rencontre avec les syndicats d'enseignants, jeudi soir.

THOMAS COEX/AFP

